

DÉCODER LE MONDE

CHAQUE MOIS, UN SUJET LIÉ À L'ACTUALITÉ DES DROITS HUMAINS OU À L'ÉVOLUTION DE NOS SOCIÉTÉS, À DISCUTER DANS VOTRE GROUPE AMNESTY.

AVRIL 2023

Une étude menée par la chercheuse Lucina Di Meo, publiée en février 2023, met en avant le sexisme, la misogynie et les mensonges qui visent les femmes partout dans le monde, en particulier celles qui sont engagées en politique, en cherchant à ternir leur réputation, sapant leur crédibilité et, souvent, nuisant à leur carrière.

Une idée d'article pour un prochain DcoD le monde
Envie qu'on y aborde telle thématique ? Adresse
propositions et requêtes à acaudron@amnesty.be

DÉSINFORMATION GENRÉE : POURQUOI LES FEMMES SONT-ELLES VICTIMES DE HAINE EN LIGNE

28 mars 2023, par Isabelle Mourgere, TV5 Monde info

Sexisme, misogynie et mensonges, un cocktail particulièrement nocif et dévastateur qui compose le phénomène de « désinformation genrée ». Des attaques et infox en ligne qui visent les femmes partout dans le monde, en particulier celles qui sont engagées en politique, en cherchant à ternir leur réputation, sapant leur crédibilité et, souvent, nuisant à leur carrière.

Fausse photos montrant la première dame d'Ukraine bronzant seins nus, faux sous-titres vidéo accusant des féministes pakistanaises de blasphème, clips au ralenti décrivant à tort des femmes politiques « ivres » : les femmes sont les cibles privilégiées et choisies d'une campagne mondiale de désinformation sexiste et genrée.

De nombreuses campagnes ont visé au cours de ces dernières années des femmes politiquement actives ou liées à des politiciens de premier plan, par l'utilisation de fausses informations ou d'images trafiquées, souvent à connotation sexuelle.



Olena Zeleska, première dame d'Ukraine visée

En 2022, une image manipulée de la première dame d'Ukraine, Olena Zelenska, seins nus sur une plage en Israël, a été largement diffusée sur Facebook, suscitant des critiques selon lesquelles elle s'amusait alors que son pays était en guerre. Faux. La femme figurant sur la photo était en fait une présentatrice de télévision russe, comme l'ont démontré les journalistes chargés de vérifier les informations à l'agence France Presse.

Autres victimes de campagnes de désinformation : l'ancienne première dame américaine Michelle Obama et l'actuelle première dame française Brigitte Macron. Des fausses informations affirmaient qu'elles étaient nées de sexe masculin.

En 2020 aux Etats-Unis, celle qui incarne le camp démocrate anti-Trump au Congrès américain est la cible d'images truquées. Dans un montage vidéo, Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants est filmée au ralenti, l'effet obtenu rend son élocution difficile et donne l'impression qu'elle est ivre. La vidéo est devenue virale.

"Les femmes, en particulier si elles occupent des postes de pouvoir, sont victimes de désinformations en ligne", assure Maria Giovanna Sessa, chercheuse à l'ONG EU DisinfoLab.

"PEU FIABLES", "TROP ÉMOTIVES" OU COMMENT DÉCRÉDIBILISER LES FEMMES POLITIQUES

Dans les tactiques de désinformation généralement employées par leurs opposants, les femmes politiques sont parfois présentées comme peu fiables, trop émotives ou aux mœurs trop légères pour exercer une fonction officielle.

Quand l'actuelle ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, était candidate à la chancellerie en 2021, elle a fait l'objet de campagnes de désinformation qui mettaient en doute ses capacités à occuper le poste.



Annalena Baerbock

La désinformation conduit souvent à « la violence politique, à la haine et à la dissuasion des jeunes femmes d'envisager une carrière politique », selon une étude intitulée « [Monétisation de la misogynie](#)¹ », publiée en février

¹ Rapport disponible sur le site de [#Shepersisted](#), malheureusement pas encore disponible en français.

2023 par Lucina Di Meco. Experte en égalité des sexes, elle a co-fondé #ShePersisted, une initiative mondiale pour lutter contre la désinformation sexiste et les attaques en ligne contre les femmes en politique.

Cette étude publiée par #ShePersisted est le résultat de plus de deux ans de recherches sur les schémas et les motifs de la désinformation genrée dans plusieurs pays. « Il apporte de nouveaux éclairages à cette question ainsi qu'une réponse claire : le problème réside moins dans la misogynie en soi que dans sa militarisation par des acteurs obscurs – et sa monétisation par les plateformes numériques », analyse Lucina Di Meco.

« Fait troublant, nous avons constaté que des attaques en ligne vicieuses ciblaient non seulement les femmes en politique, mais leurs familles aussi, avec de plus en plus de menaces de viol contre leurs jeunes enfants, un phénomène profondément inquiétant », lit-on dans ce rapport.

DES STÉRÉOTYPES RENFORCÉS

Partout dans le monde, les femmes doivent affronter des mensonges qui renforcent les stéréotypes selon lesquels elles ne seraient pas assez intelligentes ou seraient inefficaces.

En 2021, la tireuse sportive égyptienne Al-Zahraa Shaaban a été confrontée à de faux messages sur les réseaux sociaux selon lesquels elle avait été exclue des Jeux olympiques de Tokyo parce qu'elle avait tiré sur un arbitre. Cela a déclenché une vague de commentaires ridiculisant les femmes et mettant en question leur capacité à pratiquer de telles activités sportives.

Des questions similaires ont été soulevées quant à leur capacité à occuper des postes militaires à la suite de l'accident, l'année dernière, d'un avion de chasse F-35 sur le pont d'un porte-avions américain en mer de Chine méridionale. Des posts ont rendu la première femme au monde à piloter un F-35 responsable de l'accident. En réalité, le pilote était un homme.

« Les femmes aux identités croisées sont la cible de campagnes de désinformation et de haine en ligne parmi les plus violentes et vicieuses comportant des connotations racistes, en plus d'être sexistes », ajoute également l'experte dans son rapport.

DÉSINFORMATION SEXISTE : NOUVELLE ARME ANTI-DÉMOCRATIQUE

« Ces attaques visent à affaiblir non seulement la crédibilité des femmes qui sont attaquées, mais aussi ce qu'elles défendent : l'égalité des droits des femmes, en particulier les droits sexuels et reproductifs, les droits LGBTQ+, les valeurs libérales et les démocraties inclusives et diversifiées », ajoute l'experte. Selon de nombreux chercheurs, la désinformation sexiste peut aussi être utilisée par des états autocratiques comme la Russie pour exercer une influence à l'étranger.

En mai 2022, Manuela d'Ávila a annoncé qu'elle ne se présenterait pas aux élections générales brésiliennes pour plusieurs raisons, notamment les fréquentes attaques qu'elle et sa famille avaient subies au fil des ans. En 2018 alors qu'elle se présentait face à Bolsonaro, une photo de sa fille de cinq ans a été partagée sur les réseaux sociaux avec une menace de viol. « *Cependant, je refuse de n'être qu'un rouage du système et de m'incliner devant ces lâches. Je continue à résister malgré la haine qui m'est transmise, tous les jours* », avait-elle néanmoins tenu à déclarer.



Manuela d'Ávila

« Lorsque des dirigeants autocratiques sont au pouvoir, la désinformation sexiste est souvent utilisée par des acteurs alignés sur l'Etat pour s'en prendre aux dirigeantes de l'opposition, ainsi qu'aux droits des femmes », constate le rapport à retrouver sur le site de [#Shepersisted](#), qui cite aussi des témoignages de femmes opposantes au régime victimes de harcèlement en ligne en Hongrie.

DE LA RESPONSABILITÉ DES PLATE-FORMES

« Les contenus haineux, sexistes et scandaleux génèrent de l'engagement – et des profits pour les plateformes », insiste l'avocate en droits des femmes.

En 2020, plusieurs dizaines de législateurs américains et internationaux ont adressé une lettre à Facebook, l'accusant, avec d'autres plateformes, de servir de caisse de résonance aux contenus mensongers et haineux ciblant les femmes. « Ne vous y trompez pas, ces tactiques, qui sont utilisées sur votre plateforme à des fins malveillantes, visent à réduire les femmes au silence et, en fin de compte, à saper nos démocraties », peut-on lire dans la lettre. « Il n'est pas étonnant que les femmes citent fréquemment la menace d'attaques publiques (...) comme un facteur les dissuadant d'entrer en politique », écrivent les signataires de cet appel.

L'autrice du rapport [#ShePersisted](#) dresse un constat d'échec vis à vis de ces plates-formes, qui, « à plusieurs reprises ne sont pas parvenues à s'attaquer aux contenus abusifs et désinformatifs envers les femmes dirigeantes politiques ». « Les plateformes de médias sociaux n'ont pas réussi à protéger leurs utilisateurs ni tenu leur première promesse, celle d'être un force égalisatrice et démocratisante », déplore l'étude. « La manière dont les grandes plateformes numériques sont conçues est largement responsable de l'enfer actuel vécu par les femmes en ligne. Les récits nuisibles sont amplifiés par des algorithmes qui rendent les contenus viraux », écrit l'experte.

Reconnaissant que les abus en ligne à l'encontre des femmes constituaient un « problème grave », Facebook s'est engagé à collaborer avec les décideurs politiques pour répondre à leurs préoccupations.

"Un problème grave" ? (sic).